



Labyrinthe

3 | 1999
Numéro 3

L'économiste et le débat public

Anton Brender



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/45>

DOI : [10.4000/labyrinthe.45](https://doi.org/10.4000/labyrinthe.45)

ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 1999

Pagination : 5-12

Référence électronique

Anton Brender, « L'économiste et le débat public », *Labyrinthe* [En ligne], 3 | 1999, mis en ligne le 20 janvier 2005, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/45> ; DOI : [10.4000/labyrinthe.45](https://doi.org/10.4000/labyrinthe.45)

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Propriété intellectuelle

L'économiste et le débat public

Anton Brender

- 1 Jean BIRNBAUM : « La situation actuelle de l'économie n'est-elle pas celle d'un divorce entre la recherche et le public ? Est-ce une question de mépris des économistes pour la vulgarisation ?
- 2 Anton BRENDER : L'économie traite de la production de richesses. Nos économies sont de plus en plus riches, tant en termes de capacité de production que de richesse accumulée. Nous vivons dans un monde où ces très gros systèmes que sont devenues nos économies sont de plus en plus interdépendants. Ils sont liés à d'autres systèmes économiques très divers, notamment les systèmes émergents. Le fonctionnement quotidien d'une économie comme la nôtre est donc de plus en plus difficile à analyser ; il oblige à rompre avec un discours reposant sur un certain bon sens et traitant d'une dimension de la vie sociale. La complexification des faits économiques se double en outre du développement des méthodes et des connaissances spécialisées, ce qui, au total rend, assez naturellement, l'économie plus étrangère à chacun.
- 3 Mathieu LIS : Est-ce uniquement un problème de complexité ? N'est-ce pas aussi un problème de formalisation et de jargon ?
- 4 A. B. : Peut-être, mais si les formalisations semblent justifiées dans les « sciences dures », telles que l'astronomie, la médecine, ou la physique, elles sont souvent dénoncées en économie, et dans les sciences « molles », comme signe de pédantisme ou de cuistrerie. Pourtant la complexité de l'économie exige la formalisation de certains phénomènes, même si cela impose de laisser de côté une partie de la réalité, comme en physique d'ailleurs. Ceci dit, cette complexité tend à exclure l'économie du débat social, alors qu'elle en est un élément fondamental.
- 5 M. L. : Est-ce à dire que l'économie n'est pas vulgarisable ?
- 6 A. B. : Elle l'est, mais au prix de plus en plus d'efforts. Le danger est que certains refusent de reconnaître cette complexité, partent de ce qu'ils perçoivent et développent un discours définitif et dogmatique sur l'origine de nos maux. C'est ce que j'appellerai une nouvelle forme d'obscurantisme. Quand Marx a analysé le rôle de la recherche du profit par les individus, il a développé un appareil analytique extrêmement complexe, qui en a

rebuté plus d'un. Il essayait pourtant d'expliquer comment cette recherche était le moteur de certains phénomènes sociaux très profonds. Cette acuité de l'analyse ne se retrouve plus dans un débat qui demeure trop facilement à la surface des choses.

- 7 J. B. : Vous parlez d'une complexification croissante de l'économie, mais il semble que le débat reste dominé par de vieux clichés, « la main invisible », « les libéraux contre les keynesiens », etc. Certains chercheurs ont pourtant remis en cause, notamment en matière micro-économique, les fondements de l'orthodoxie libérale, par exemple, la maîtrise parfaite de l'information par les acteurs. Pourquoi ces recherches sont-elles quasi absentes du débat public ?
- 8 A. B. : Prenons pour exemple précis la finance. Une grande partie du discours actuel est celui de la déconnexion entre sphère financière et sphère réelle. Le livre de Viviane Forester en est l'exemple le plus affligeant. Il ne s'agit pas ici d'interprétation mais d'incompréhension. Comprendre suppose que l'on fasse un effort. Pourquoi les phénomènes financiers sont-ils essentiels au fonctionnement d'une économie ? Ne pas le comprendre conduit à dénier toute utilité à la finance. Chaque époque a ses paradigmes, qui laissent de côté une partie de la réalité. Lorsque Marx écrit, à la fin du XIX^e siècle, la perception scientifique relève d'un paradigme tout à fait spécifique. Si l'on examine ce que l'on a construit en URSS après 1917, en voulant rebâtir une économie, on constate que le paradigme sous-jacent est le même que celui qui fait reposer le fonctionnement de l'économie capitaliste sur « la main invisible » : on a donc oublié les marchands. Que l'on se méprenne sur le fonctionnement de l'économie capitaliste, ce n'était pas grave. Mais en essayant de reconstruire à partir de zéro, on a bâti une économie monstrueuse : on avait oublié ce qui fait effectivement fonctionner une économie de marché. À la fin du XIX^e siècle, on n'avait pas vu littéralement le rôle de tous les agents qui prenaient en charge le fonctionnement des mécanismes d'information, de décision et de prise de risques. On s'est donc peu à peu aperçu de l'impossibilité d'une économie dénuée d'intermédiaires lorsqu'elle devient complexe. Ces problèmes d'information n'intègrent que depuis peu le champ de l'analyse économique. Les ignorer n'a pas empêché l'économie de fonctionner. Mais si l'on veut intervenir dans son fonctionnement, il faut comprendre à quoi servent certains intervenants, notamment ceux qui relèvent du commerce et de la finance, les marchés financiers n'étant rien d'autre que des gens traitant de l'information. Leur activité est une condition du développement économique. L'entraver purement et simplement, comme le proposent certains pamphlétaires, est forcément dangereux.
- 9 M. L. : Devrait-on enseigner davantage l'économie, dès le lycée ?
- 10 A. B. : Oui, car nous sommes tous concernés par le débat économique. De même qu'il est naturel d'enseigner l'histoire ou la géographie, le bon fonctionnement de la démocratie passe par une formation économique dès l'école, pour permettre au citoyen de se situer et de prendre position.
- 11 M. L. : Comment expliquer cette disproportion entre l'omniprésence de l'économie dans le débat public et la faible place qui lui est accordée à l'école ?
- 12 A. B. : C'est un vrai problème, mais l'économie est une science relativement jeune. Il n'y a pas si longtemps, elle était enseignée dans les facultés de droit, il n'y avait pratiquement pas de corps d'enseignants spécialisés. C'étaient des juristes qui enseignaient l'économie. Cette discipline n'était pas encore autonome. Peu à peu, elle est devenue plus dense, plus multiforme, exigeant des formalisations et des méthodes rendant nécessaire la formation

d'un corps d'enseignants économistes. Je pense que nous avons du retard en matière de formation d'enseignants du secondaire, faute d'y avoir accordé suffisamment d'importance.

- 13 M. L. : Vous avez parlé de difficultés techniques pour expliquer le fossé entre les économistes et le grand public ; n'y a-t-il pas également un aspect idéologique ?
- 14 A. B. : Si, bien sûr, dans la mesure où vous avez rarement en économie des choses qui soient sans conséquences sociales. Vous pouvez dire que la finance sert à quelque chose, vous ne pouvez pas dire si la rémunération des financiers est justifiée. Il y a toujours une double dimension dans les problèmes économiques : une dimension fonctionnelle, et une dimension de répartition des revenus entre les agents. Le débat entre libéraux et non libéraux consiste à savoir s'il faut que l'économie fonctionne mieux ou répartisse mieux. Il n'y a pas de réponse à cette question.
- 15 M. L. : Pourtant, une réponse semble exister... Voici une citation de Pierre Bourdieu : « Une des forces de la pensée néo-libérale, c'est qu'elle se présente comme une « grande chaîne de l'être » [...] Dans la nébuleuse néo-libérale, à la place de Dieu, tout en haut, il y a un mathématicien, et en bas, il y a un idéologue d'Esprit, qui ne sait pas grand chose de l'économie, mais qui peut faire croire qu'il en sait un peu, grâce à un petit vernis de vocabulaire technique. Cette chaîne très puissante a un effet d'autorité¹. »
- 16 A. B. : Ce que fait Bourdieu est la meilleure façon de fermer le débat économique, en suggérant que tous ceux qui disent que l'économie n'est pas le mal absolu sont des néo-libéraux. Je suis profondément agacé par certains livres, pas forcément de Bourdieu d'ailleurs. Je pense à Viviane Forester, qui, sous couvert d'analyse économique, tient un discours obscurantiste. J'ai l'impression qu'il s'agit d'une attitude de gauche convenue, au sens où être de gauche, c'est forcément être contre les forces de l'argent. On voit aussi se développer une sorte de nihilisme, de volontarisme stérile, qui dit qu'on peut faire autre chose sans dire quoi ou comment. Il n'y a jamais eu de pensée unique. De ce point de vue, le titre du livre de Jean Paul Fitoussi, *Le Débat interdit*², a été un très bon titre, mais en même temps, il a fermé le débat en confortant ceux qui pensent que la seule chose qui mérite d'être débattue est la politique monétaire. En dénonçant la pensée « Tietmayer », on contribue à cette focalisation de tous les problèmes de l'économie sur la seule question monétaire. À partir de là, vous créez une fausse pensée unique : si vous dites que vous êtes pour la monnaie unique, on vous qualifie immédiatement de libéral. Il y a pourtant en économie mille autres choses qui méritent débat, qui sont essentielles pour notre avenir, sur lesquelles on pourrait agir, et sur lesquelles on n'agit pas.
- 17 J. B. : Vous avez dit que l'économie était une science jeune. Les économistes n'ont-ils pas un problème de maturité ? Le dénigrement de l'économie semble assez efficace, alors que la sociologie ou l'histoire semblent moins vulnérables, et davantage capables de faire passer les acquis de la recherche à travers les médias.
- 18 A. B. : Il n'y a pas de certitude en économie. Il y a des gens qui développent des analyses en parallèle, il y a des hypothèses, des démonstrations qui en découlent, mais pas de théorèmes comme voudraient le faire croire certains. C'est une science en formation, que l'on tourne facilement en dérision, car les prévisions des économistes ont la particularité de souvent ne pas se réaliser. Pourquoi n'arrive-t-on pas à prévoir ? Tout simplement parce que l'économie est un ensemble de systèmes interdépendants, et lorsque vous faites une tentative de prévision, vous laissez de côté une grande partie de ces interdépendances.

- 19 M. L. : Pourtant la perception de l'économie par le grand public est exactement inverse, c'est justement la science qui distille la certitude, en particulier si l'on écoute les hommes politiques...
- 20 A. B. : Cela vient d'un problème d'information. Il y a un dogmatisme libéral : beaucoup de libéraux ont d'emblée une attitude politique. Pourtant, le remplacer par un autre dogmatisme, celui de l'anti-pensée unique, tout aussi arrogant, me paraît choquant. La vraie communication doit être interactive. L'évolution de la société est telle qu'elle n'a pas le temps ou l'envie de faire un effort d'attention lorsqu'elle discute d'économie. Certains médias pourraient faire des efforts et n'en font pas. En même temps, on ne peut pas exiger de la télévision qu'elle fasse des heures de formation en économie...
- 21 M. L. : La recherche en économie est multiforme, et non tributaire de telle ou telle idéologie particulière. Pourtant l'économiste semble perçu comme le gardien de l'ordre établi, alors que le sociologue, lui, incarne la figure du frondeur, du contestataire. Comment expliquer cette association assez systématique entre conformisme et économie ?
- 22 A. B. : Le sociologue, à juste titre, voit les conséquences sociales d'un certain fonctionnement de l'économie. L'économiste, par fonction, regarde autre chose ; sa préoccupation est de savoir comment l'économie fonctionne, et non où est la justice sociale. Ainsi pour fonctionner, une économie a besoin de mécanismes d'incitation impliquant une inégalité dans la répartition des biens. Quelle est l'intensité d'inégalité nécessaire ? Personne n'en sait rien.
- 23 M. L. : Pourtant, l'économiste ne doit-il pas aussi se faire sociologue ?
- 24 A. B. : Il fait ce qu'il peut, sachant que la société est un tout. Mais, de la même façon, le sociologue a ce travers de penser qu'il étudie toute la société, alors qu'il s'en tient à une partie de son fonctionnement. Là où les économistes ultra-libéraux, notamment américains, ont fait preuve d'une forme de dogmatisme et de totalitarisme, c'est quand, au lieu de dire que l'économie est une science qui s'occupe d'une partie de la société, ils ont prétendu qu'elle avait un point de vue définitif sur toutes les activités sociales. Autrement dit, la seule chose qui régit l'individu est l'intérêt ou le raisonnement économique, qu'il s'agisse de sa vie privée, amoureuse ou familiale. C'est une mystification. Mais ça n'a au fond pas grande importance !
- 25 M. L. : Mais l'économie n'est elle pas autant une méthode qu'un corpus de connaissances ?
- 26 A. B. : Cette affirmation est très grave, car elle signifierait que l'économie s'applique à d'autres domaines. Pour ma part, je ne le pense pas. Une science se définit par son objet d'analyse. Il y a ensuite des méthodes, comme la statistique, qui s'appliquent à des champs différents. L'économie elle-même a un objet bien précis : comprendre comment une société parvient quotidiennement à produire des biens et des services.
- 27 J. B. : Vous appartenez à la fois au monde universitaire et au monde de l'entreprise ; ces deux carrières sont-elles complémentaires ?
- 28 A. B. : Complètement. Il y a deux choses dans l'université : la recherche et l'enseignement. Enseigner oblige à résoudre le problème que nous évoquions, expliquer et rendre intelligible. Ensuite, il y a la recherche. L'entreprise, notamment la banque, pousse à faire de l'analyse (et non de la recherche) appliquée. C'est une formidable incitation à utiliser toutes les méthodes que l'économie nous offre. Cela nous ramène à certaines réalités : non seulement les analyses économiques sont imparfaites, mais de plus, l'information

disponible l'est aussi. Il faut pourtant prendre des décisions ou faire des prévisions sur une base d'information par nature imparfaite. Cette réalité est encore plus importante que les méthodes elles-mêmes.

- 29 M. L. : Dans un ouvrage au titre accrocheur, *The Death of Economics*³, l'économiste américain Paul Ormerod écrit qu'il ne faut pas « confondre le débat économique avec le bombardement médiatique opéré par les économistes employés par les institutions financières. À peu d'exceptions près, ce déversement médiatique fait partie des activités de relations publiques et de publicité des sociétés en question. »
- 30 A. B. : C'est tout à fait vrai. Il suffit de regarder CNN. Il se passe quelque chose au Brésil, vous voyez le représentant local de telle institution financière privée, généralement américaine, qui décrit l'évolution du Brésil. Vous ne verrez jamais personne d'autre. C'est caricatural ! Il y a une explication : ceux qui travaillent dans les institutions financières sont souvent les seuls économistes à disposer d'une information en continu. Quand j'étais dans l'administration, je savais qu'il se passait quelque chose quand les journalistes appelaient. Quand vous travaillez sur les marchés, vous savez souvent ce qui se passe avant les journalistes. Il y a un accord tacite entre eux et les médias, car ces derniers savent qu'ils auront besoin d'un commentaire immédiat. Il y a de facto une mainmise de ces économistes sur le grand public. L'économiste universitaire ne peut intervenir aussi rapidement car il est privé de l'information en continu. L'économiste de l'administration ne peut pas parler de peur que ses analyses n'apparaissent comme une fuite sur les positions officielles.
- 31 J. B. : Vous avez eu une position originale sur les grèves de décembre 1995. Pensez-vous que le mouvement social gagnerait en lucidité à bénéficier de l'engagement des économistes et pas seulement des sociologues ? Ne vaudrait-il pas mieux que les grévistes aient en poche *La France face à la mondialisation*, plutôt que les fascicules *Raisons d'agir* ?
- 32 A. B. : C'est pour cela que nous avons réédité sous le nouveau titre *L'impératif de solidarité*. L'idée du directeur de la collection « Repères » était précisément de faire pièce au simplisme du débat économique. Mon but est de montrer que moyennant un petit effort d'attention, on peut comprendre comment l'on peut être à la fois pour les infirmières et pour l'euro. On peut accepter l'idée qu'il faut des marchés financiers, et en même temps réclamer plus de moyens pour l'enseignement. Mais il faut être honnête, ce n'est pas une démonstration, mais une prise de position, celle d'un économiste qui veut contribuer au débat public. »

ANNEXES

Propos recueillis par Jean Birnbaum (journaliste à France Culture) et Mathieu Lis (étudiant en doctorat de Sciences Économiques).

NOTES

1. Pierre Bourdieu, « Les chercheurs, la science économique et le mouvement social » in *Contre-feux*, Paris, Éd. Liber, Raisons d'agir, avril 1998.
 2. Jean Paul Fitoussi, *Le Débat interdit : monnaie, Europe, pauvreté*, Paris, Éd. Arléa, 1995.
 3. Paul Ormerod, *The Death of Economics*, Londres, Faber and Faber, 1995.
-

AUTEUR

ANTON BRENDER

Anton Brender est économiste. Il est professeur associé à l'Université de Paris IX-Dauphine et directeur des études économiques dans une banque parisienne.